



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/851
4 décembre 1987

ORIGINAL : FRANCAIS

Quarante-deuxième session
Points 12 et 115 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution VII recommandé
par la Troisième Commission (A/42/803 Add.1, par. 112)

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Félix ABOLY-BI-KOUASSI (Côte d'Ivoire)

1. A la 54e séance, le 4 décembre 1987, la Cinquième Commission a examiné, conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'état (A/C.5/42/52), soumis par le Secrétaire général, des incidences sur le budget-programme du projet de résolution VII recommandé par la Troisième Commission au paragraphe 112 de son rapport (A/42/803 Add.1). Le rapport pertinent du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a été présenté oralement par son Président. Les recommandations du Comité des conférences ont été présentées oralement par son Président.

2. Les déclarations et observations faites durant l'examen des points par le Comité sont rapportées au compte rendu correspondant (A/C.5/42/SR.54).

DECISION DE LA CINQUIEME COMMISSION

3. La Cinquième Commission a décidé, sans procéder à un vote, d'informer l'Assemblée générale que si elle adoptait le projet de résolution VII recommandé par la Troisième Commission au paragraphe 112 de son rapport (A/42/803/Add.1), il faudrait modifier le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 afin d'ajouter le produit ci-après au sous-programme 2.1 du chapitre 23, Droits de l'homme 1/ :

Produit (xiii) Services fonctionnels pour le Groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille.

En outre, aucune ouverture de crédit supplémentaire ne serait nécessaire en sus de celles inscrites au chapitre 29 2/ pour 1988-1989.

4. Des déclarations ont été faites par les représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour expliquer leur position.

1/ A/42/6 (chap. 23).

2/ A/42/6 (chap. 29).